

A. 132.200-01

Arrêté du 12 juillet 1963

RELATIF AUX CONDITIONS DANS LESQUELLES
CERTAINS AVIONS PEUVENT ATERRIR OU DÉCOLLER
EN MONTAGNE AILLEURS QUE SUR UN AÉRODROME

(JO du 14 juillet 1963)

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS
ET LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu le code de l'aviation civile et commerciale;

Vu le code des douanes;

Vu le décret n° 59-92 du 3 janvier 1959 relatif au régime des aérodromes et aux servitudes aéronautiques, et notamment son article 4 [2^e alinéa] ⁽¹⁾;

Vu le décret n° 63-686 du 12 juillet 1963 relatif aux atterrissages et décollages de certains avions en montagne ailleurs que sur un aérodrome ⁽²⁾;

Vu l'avis du conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aériennes en date du 9 novembre 1962,

ARRÊTENT :

Article premier. — Certains avions effectuant du travail aérien, du transport à la demande ou des opérations aériennes non commerciales peuvent atterrir ou décoller en montagne sur des emplacements appelés avi-surfaces, dans les conditions définies ci-après.

TITRE PREMIER

Avi-surfaces

Art. 2. — Les avi-surfaces peuvent être en sol naturel ou enneigées (champs de neige, névés ou glaciers).

Art. 3. — Sauf pour les avions appartenant à l'État, les vols de recherche et d'essai des avi-surfaces ne pourront être exécutés qu'avec une autorisation préalable du préfet du département intéressé, délivrée après avis technique du chef de district aéronautique, et dépôt du programme de vol.

1. Abrogé par le décret n° 67-334 du 30 mars 1967 portant codification (2^e partie, art. 2), repris à l'article R. 132-1, alinéa 2 du code de l'aviation civile.

2. Abrogé par le décret n° 67-335 du 30 mars 1967 portant codification (3^e partie, art. 2), repris aux articles D. 132-4 et D. 132-5 du code, mentionné au (1) ci-dessus.

Art. 4. — Dans chaque département intéressé, des arrêtés préfectoraux pris après avis du chef de district aéronautique et du chef de secteur de la police de l'air, agréent les emplacements pouvant être utilisés comme avi-surfaces.

L'interdiction d'utiliser une avi-surface intervient dans les mêmes formes; elle peut également faire l'objet d'une décision du ministre chargé de l'aviation civile.

Les arrêtés préfectoraux précisent, s'il y a lieu, les restrictions particulières d'utilisation.

Art. 5. — L'agrément d'une avi-surface est subordonné à l'accord écrit des personnes physiques ou celles ayant la jouissance du terrain.

Cet accord doit spécifier que l'avi-surface :

- Est utilisable par tout avion sous réserve des prescriptions du présent arrêté concernant le matériel et la qualification du commandant de bord;
- Est accessible en permanence aux autorités chargées de la vérification des conditions de son utilisation.

L'engagement prévu à l'article 7 ci-dessous doit être annexé à l'accord susvisé.

Art. 6. — Les arrêtés préfectoraux agréant les avi-surfaces doivent être affichés dans les mairies, sur les aérodromes voisins et, éventuellement, aux bureaux des guides de la région. Ils doivent également être communiqués aux syndicats d'initiative intéressés.

Art. 7. — Les limites des avi-surfaces qui sont situées à proximité des lieux habités ou fréquentés (stations hivernales, estivales, remontées mécaniques, pistes de ski, etc.) doivent être matérialisées et signalées sur place à l'attention du public.

Les avi-surfaces situées loin des lieux habités ou fréquentés doivent, sauf impossibilité matérielle, être signalées sommairement sur place.

L'obligation de mettre en place et d'entretenir la signalisation prévue au premier alinéa ci-dessus doit faire l'objet d'un engagement souscrit par la personne ayant la jouissance du terrain ou par toute autre personne qui accepterait de se substituer à elle à cet effet.

Cette signalisation, et éventuellement tout dispositif complémentaire de balisage de l'avi-surface qui serait prévu ultérieurement, devra avoir fait l'objet, préalablement à sa mise en place, d'un accord du ministre chargé de l'aviation civile. À cet effet, les dispositions envisagées seront soumises au préfet.

TITRE II

Pilotes – Dispositions particulières à prendre avant le vol

Art. 8. — Pour effectuer des atterrissages et décollages en montagne, le pilote commandant de bord doit être titulaire d'une qualification spéciale attestant son aptitude; mention de cette qualification est portée sur sa licence.

Un arrêté du ministre chargé de l'aviation civile fixera les modalités selon lesquelles seront délivrées les qualifications.

En attendant, des autorisations en tenant lieu pourront, à titre transitoire, être accordées par le ministre chargé de l'aviation civile.

Les détenteurs de licences étrangères justifiant de l'aptitude et de l'expérience requises pourront obtenir des autorisations leur accordant les mêmes possibilités.

Art. 9. — Avant d'entreprendre un vol comprenant des atterrissages sur des avi-surfaces, le pilote commandant de bord doit se renseigner sur leur état ainsi que sur les conditions météorologiques intéressant leur utilisation.

L'utilisation de ces avi-surfaces a toujours lieu sous la responsabilité du propriétaire de l'aéronef ou de son exploitant.

Art. 10. — Dans le cas de transports de passagers, à titre onéreux ou non, le pilote commandant de bord doit avoir utilisé, préalablement, au moins une fois l'avi-surface, avec un avion du même type que celui qu'il utilisera pour ce transport.

Art. 11. — Le pilote commandant de bord doit établir une « fiche de circuit » précisant l'horaire et l'itinéraire détaillés du vol ainsi que les avi-surfaces qu'il se propose d'utiliser. Il doit déposer cette fiche auprès de la personne ou de l'organisme qui aura, le cas échéant, à alerter les autorités chargées des recherches et sauvetage en montagne.

Il est tenu également d'avertir sans délai cette personne ou cet organisme de la bonne exécution de son circuit.

Art. 12. — Les pilotes commandants de bord peuvent exiger des passagers transportés, à titre onéreux ou non, que ceux-ci déclarent par écrit qu'ils possèdent l'expérience et l'équipement nécessaires pour exécuter leurs courses en montagne.

Art. 13. — Tout exploitant ou propriétaire d'avion est tenu de souscrire une assurance couvrant les risques spéciaux de transport aérien afférents à l'utilisation des avi-surfaces, notamment en ce qui concerne les dommages causés aux tiers et aux personnes transportées ainsi que le remboursement des frais de recherches et de sauvetage des occupants de l'avion.

Art. 14. — Les avions en provenance de l'étranger doivent, avant d'atterrir sur une avi-surface, avoir accompli les formalités d'entrée en France sur un aéroport disposant des services de contrôle aux frontières.

Les avions décollant d'une avi-surface et se rendant à l'étranger doivent également se poser sur un aéroport disposant des mêmes services en vue d'accomplir les formalités de sortie de France.

TITRE III

Avions et équipements spéciaux

Art. 15. — Les avions utilisés pour effectuer des atterrissages et décollages en montagne doivent être d'un type agréé pour cet usage par le ministre chargé de l'aviation civile.

Des documents annexés au certificat de navigabilité de ces avions doivent mentionner l'aptitude de l'appareil à cette utilisation et définir éventuellement les consignes et limitations spéciales d'emploi dans ce cas.

Art. 16. — Ces avions devront en outre être pourvus de matériels de signalisation, de secours et de survie définis en annexe au présent arrêté.

Art. 17. — Des instructions préciseront en tant que de besoin les modalités d'application du présent arrêté.

Art. 18. — Le secrétaire général à l'aviation civile et les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 juillet 1963.

Le ministre des travaux publics et des transports,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,

PIERRE PANARD

Le ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation :
Le préfet, directeur du cabinet,

JACQUES AUBERT

ANNEXE

MATÉRIELS DE SIGNALISATION, DE SECOURS ET DE SURVIE

Pour tout vol comportant un atterrissage en montagne, sur une avi-surface, les matériels collectifs suivants doivent être emportés à bord de l'avion :

1. MATÉRIEL DE SIGNALISATION

a. Matériel obligatoire :

- Fusées rouges (6 au minimum) d'un type agréé et lance-fusées miniatures.
- Torche électrique portative en état de marche.
- Miroir avec système de visée.
- Sifflet.
- Guide du massif survolé.
- Carte topographique.
- Boussole.

b. Matériel recommandé :

- Poste émetteur-récepteur portatif HF, type Gendarmerie.
- Fumigènes (6 au minimum).
- Produit pour colorer la neige.
- Panneaux et code de signalisation.

2. MATÉRIEL DE SECOURS ET DE SURVIE

a. Matériel obligatoire :

- Petite trousse de pharmacie.
- Tente bivouac pour deux ou trois personnes.
- Vivres et boisson pour une journée complète.
- Pelle.
- Corde en nylon, de couleur voyante, d'une longueur de 30 m par groupe de deux personnes, de 50 m par groupe de trois personnes (diamètre minimum : 8 minutes).
- Couteau.

b. Matériel recommandé :

- Petite trousse d'outillage devant permettre un dépannage de fortune de l'avion.
- Mousquetons d'alpinisme.
- Bougie.
- Boîte d'allumettes.
- Réchaud à alcool avec combustible.

- Raquettes, skis ou crampons.
- Piolet.

Compte tenu de tous les aspects à prendre en considération (saison, emplacement de l'avi-surface, enneigement, etc.), le pilote commandant de bord de l'avion a la possibilité de se dispenser d'emporter certains des matériels recommandés. Ce choix demeure toutefois sous son entière responsabilité.